18
Avr. 2015

équité

Bulletin pour s'informer, partager, agir

ARTISANS DU MONDE
POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE

Commerce équitable et changement climatique

Soutenir une transition écologique, sociale et économique

URGENCE CLIMATIQUE ET SOCIALE

Fédération
ARTISANS DU MONDE

COMMERCE ÉQUITABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Par Daniel BEAUCHENE – Président de la Fédération Artisans du Monde

édito

La conférence mondiale sur le climat aura lieu à la fin de cette année. Tout le monde commence donc à en parler. Est-ce une raison suffisante pour que les acteurs du commerce équitable que nous sommes y consacrent un numéro entier ?

Nous rappelons d'abord que le changement climatique est avéré et que l'activité humaine en est la principale responsable. Et l'impact de ces changements n'est, comme chaque fois, pas le même pour les riches et pour les pauvres. Les producteurs du Sud sont parmi les plus touchés. Voilà une raison suffisante pour nous y intéresser de près.

De plus, le modèle dominant du commerce, de la consommation, de l'agriculture sont des causes et facteurs aggravants du changement climatique. Une transition vers un autre modèle est donc clairement indispensable, et le commerce équitable est un élément incontournable de cette transition comme le présente la troisième partie de ce numéro.

Enfin, au-delà de la présentation des enjeux et des lobbies en action autour de la COP 21, nous présentons les outils que se donne la Coalition 21 pour nous mobiliser afin que cette conférence ne soit pas qu'une grand-messe sans effet !

Voilà qui nous donne des arguments, des outils et du tonus pour une grande mobilisation.
Bonne lecture !

D. Beauchêne

sommaire

PARTIE I : LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, DE QUOI PARLE-T-ON ?
- Réchauffement climatique : que dit le rapport du GIEC ? ... 3
- Origines et facteurs du changement climatique ... 3
- Le changement climatique est-il inéquitable ? ... 5
- L'impact sur les producteurs des filières de commerce équitable ... 6

ZOOM : NOTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT EN QUESTIONS
- Notre modèle commercial : les accords de libre échange contre le climat ! ... 7
- Notre modèle agricole : l'agro-industrie dominante contribue fortement au changement climatique ... 8
- Notre modèle de consommation : un prix bas qui coûte cher ... 9
- « Pour sauver la planète : sortez du capitalisme ! » ... 9

PARTIE II : ALTERNATIVES, TRANSITIONS... QUELLES VOIES ?
- Plus qu'une transition : des transitions et un nouveau paradigme ! ... 10
- Collectif pour une transition citoyenne : la transition version concrète ! ... 11
- Fausses solutions ou faux problème ? ... 11
- Climat : oui à l'action, non aux fausses solutions ! ... 12

ZOOM : COMMERCE ÉQUITABLE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE
- Les organisations de producteurs en action ... 13
- Soutenir une agriculture paysanne pour faire face au changement climatique ... 14
- Le commerce équitable comme outil d'éducation aux enjeux du changement climatique ... 15
- Idée reçue... Peut-on lutter contre le changement climatique en soutenant des filières « nord sud » ? ... 16

PARTIE III : QUELLES MOBILISATIONS CITOYENNES POUR L'ANNÉE 2015 ?
- 2015 : année charnière ... 17
- Alternatiba : élargir la mobilisation à tous ! ... 17
- La Coalition Climat 21 appelle à une mobilisation de toute la société civile pour la Justice climatique ... 19

ZOOM : LA COP 21 DE PARIS EN 2015
- La place des lobbies dans les négociations climat ... 20
- Les apprentissages des dernières COP ... 21
- Les enjeux, pièges et attentes pour la COP21 à Paris ... 21
- Agenda de la Mobilisation citoyenne 2015 et plus... ... 22

« Avec l'accélération du changement du climat, nous parlons de notre propre génération, ici et maintenant. Nous devrions d'ailleurs cesser de parler. Il faut hurler. Jusqu'à présent, les dirigeants ne nous ont pas entendus. »

Susan George présidente d'honneur d'ATTAC

Réchauffement climatique : que dit le rapport du GIEC ?

Par Jean JOUZEL – Climatologue et vice-président du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat)

Le GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) a récemment publié son 5e rapport. Les résultats principaux en termes d'état des lieux, des scénarios « émetteur » et « sobre » et de leurs conséquences, nous disent l'urgence à agir.

Le réchauffement est non seulement sans équivoque depuis les années 1950, mais également sans précédent depuis des décennies, voire des millénaires. Les 30 dernières années constituent probablement la période de 30 ans la plus chaude qu'ait connu l'hémisphère nord depuis 1400 ans. Ce réchauffement affecte les différentes composantes du système climatique, atmosphère, océan et glaces ainsi que le niveau des mers, et il a eu des impacts sur les systèmes naturels et humains. Il est extrêmement probable que les activités humaines en sont la cause principale à travers l'augmentation des concentrations des gaz à effet de serre (GES), tels que le gaz carbonique, le méthane et le protoxyde d'azote.

La poursuite des émissions de GES va entraîner des changements à long terme dans l'ensemble des composantes du système climatique. Si rien n'était fait pour lutter contre le réchauffement climatique (scénario émetteur), le réchauffement serait susceptible d'être compris entre 2,6 et 4,8° C à la fin du siècle et il se poursuivrait par la suite. L'océan mondial se réchaufferait et s'acidifierait de façon importante au cours du XXIe siècle et l'élévation du niveau de la mer pourrait atteindre près d'un mètre. La montée du niveau moyen des mers se poursuivrait pendant des siècles et la calotte du Groenland pourrait disparaître en un millénaire ou plus si la température est maintenue au-dessus d'un certain seuil, ce qui conduirait à une élévation du niveau de la mer de 7 m. Ce scénario serait également synonyme d'extrêmes climatiques plus intenses et/ou plus fréquents, de perte de biodiversité, de fragilisation de certains écosystèmes naturels, de diminution de la productivité agricole, de problèmes liés aux ressources en eau dans certaines régions, à la santé et à la sécurité alimentaire des populations, etc. Il serait difficile, voire impossible, de s'adapter à un changement climatique aussi rapide et important.

L'adaptation apparaît beaucoup plus accessible dans le cas d'un scénario sobre qui répond à l'objectif de la convention climat à laquelle tous les pays ont adhéré et qui sera au cœur de la conférence de Paris en décembre 2015 : celui d'un réchauffement qui à long terme n'excède pas 2° C par rapport au climat pré-industriel. Mais c'est un véritable défi qui requiert que les émissions de GES diminuent de 40 à 70 % entre 2010 et 2050 et s'annulent d'ici 2100. Et il y a urgence : si rien n'est fait d'ici 2020 pour infléchir l'augmentation des émissions, c'est au moins vers + 3° C que le réchauffement s'orientera à long terme.

Origines et facteurs du changement climatique

Par Laura PINAULT – Fédération Artisans du Monde (à partir de données extérieures – voir notes)

Changement climatique : au départ, l'effet de serre, un phénomène naturel millénaire…

Les rayons du soleil frappent la terre qui réfléchit une partie de ce rayonnement solaire (rayonnement infrarouge) vers l'atmosphère. Certains gaz, appelés gaz à effet de serre, retiennent ce rayonnement et le renvoient vers la Terre, permettant ainsi de maintenir un certain niveau de température essentiel à l'existence et au maintien de la vie sur Terre. Ils existent naturellement en petite quantité dans l'atmosphère. L'effet de serre permet de garder à la surface de la terre une température moyenne de + 15° C. Sans cela, elle serait de - 18° C ![1]

Aujourd'hui amplifié par l'homme…

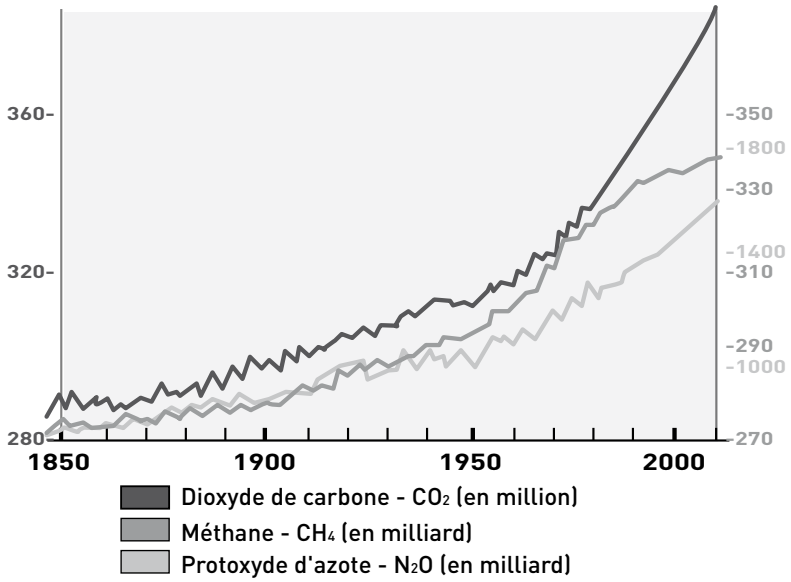
Mais depuis la Révolution Industrielle, les activités humaines (combustion du charbon, pétrole et gaz, déforestation, agriculture intensive…) émettent des quan-tités croissantes de gaz à effet de serre, principalement du dioxyde de carbone (CO2) et du méthane (CH4), qui s'accumulent dans l'atmosphère. S'y ajoutent depuis un siècle environ des gaz artificiels, les gaz fluorés (CGC, HFC, PFC). Aujourd'hui la concentration des gaz à effet de serre atteint un niveau record (la plus forte depuis 800 000 ans). L'effet de serre additionnel qui en résulte contribue donc au réchauffement accru de l'atmosphère et au dérèglement des climats. Au cours du XXe siècle, la température moyenne de la terre s'est élevée de 0,74°C[2].

Le dioxyde de carbone (CO2) représente près des deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre induites par les activités humaines.

Un enjeu planétaire mais des responsabilités différenciées…

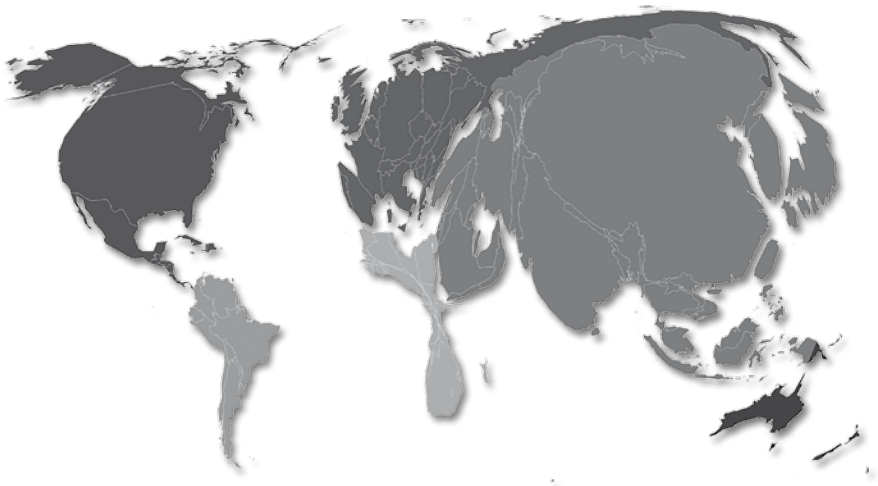
Les gaz à effet de serre circulent librement dans l'atmosphère : quel que soit le lieu d'émission, l'impact est donc mondial. Il n'y a pas de frontière en matière de changement climatique et le comportement d'un pays et de ses habitants a des répercussions globales. La contribution aux émissions de GES varie beaucoup selon les pays : les pays les plus industrialisés et désormais les pays caractérisés par une forte croissance économique et démographique (Chine, Inde) sont les plus gros émetteurs de GES.

Il existe également des disparités en ce qui concerne l'impact des différents secteurs de l'activité humaine sur l'effet de serre et le changement climatique.



Concentrations de gaz à effet de serre en 2014

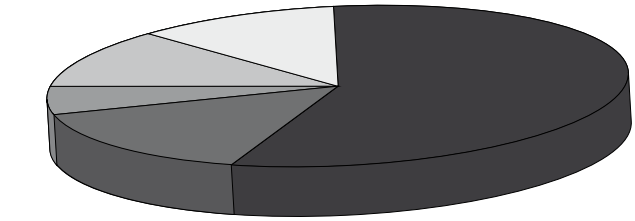
IPCC, rapport de synthèses 2014, Banque Mondiale



Carte représentant les pays proportionnellement à leurs émissions de CO_2 en 2013

Glen Peters et al., Global Carbon Project

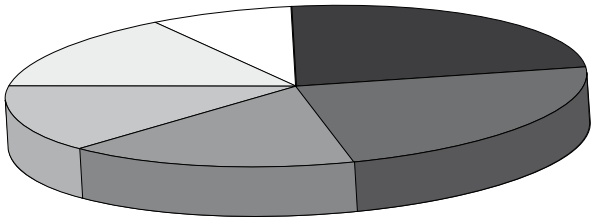
1 | www.mtaterre.fr/sites/default/files/files/affiches_RAC_BAT6.pdf
2 | www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg1/fr/faq-3-1.html



Dioxyde de carbone - CO_2 / 56 %
Méthane - CH_4 / 16 %
Oxyde nitreux - N_2O / 6 %
Ozone - O_3 / 11 %
Gaz fluorés / 11 %

Contributions de différents gaz à effet de serre au réchauffement global d'origine humaine en 2010

CDIAC - Olivier Berruyer - www.les-crises.fr



Productions d'énergie / 24 %
Industrie / 23 %
Agriculture / 17 %
Transports / 14 %
Déforestation / 14 %
Bâtiment / 8 %

Émissions des gaz à effet de serre par secteur au niveau mondial en 2011

Science&Vie H-S, n°240, sept. 2011, p.20/21

Le changement climatique est-il inéquitable ?

Par Camille ANDRE, Vanessa LAUBIN & Renaud BETTIN – Équipe climat du GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités)

Que dit la science ?

Dans leur cinquième et dernier rapport, les 830 experts du GIEC ont, une nouvelle fois, souligné le lien entre les activités humaines et le réchauffement climatique. Le dérèglement de notre climat impacte, et impactera, l'ensemble des populations de la planète, et ce, indépendamment de la responsabilité historique des pays en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES) cumulées dans l'atmosphère[3]. Les pays les plus vulnérables et, comparativement les moins émetteurs de GES, sont les premières victimes des conséquences du réchauffement.

Quelle équité face au changement climatique ?

Le rapport du GIEC confirme que les changements climatiques creusent les inégalités et exacerbent les vulnérabilités existantes, notamment en entravant la croissance économique de pays déjà marqués par la pauvreté chronique. Alors qu'en Occident nous cherchons à déployer les solutions pour consommer moins d'énergie, 1,3 milliard de personnes, soit 19 % de la population mondiale, n'y ont pas accès. Quel paradoxe !
Sur une planète qui compte 842 millions de personnes souffrant de la faim, et plus de 180 millions d'enfants touchés par la malnutrition[4], le rapport publie des chiffres inquiétants sur l'impact du changement climatique sur la santé, l'accès aux ressources en eau, sur les rendements agricoles, sur la sécurité alimentaire et, de façon plus générale sur la sécurité des populations. Il est estimé, par exemple, qu'une hausse de 1° C réduira d'au moins 20 % la disponibilité en eau pour les habitants déjà victimes de sa rareté.

Il n'est pas trop tard !

Des solutions existent pour maintenir l'humanité sur une trajectoire de hausse des températures inférieure à + 2° C d'ici 2100, et réduire la vulnérabilité des populations face aux impacts des dérèglements climatiques. Leur déploiement nécessite, néanmoins, un engagement collectif et ambitieux, ainsi qu'une forte volonté politique : d'une part, universaliser l'engagement des pays à réduire leurs émissions de GES en fixant des objectifs contraignants impliquant aussi les émergents et, d'autre part, mobiliser des financements suffisants pour accompagner le développement bas-carbone des pays les plus fragiles.

Réduction CO_2 au nord

+

Soutien à un développement climato-compatible au sud

=

3 | Carte interactive sur les émissions mondiales de CO2 : www.carbonmap.org/?lang=en#Historical
4 | Source : FAO, 2013, The State of Food Insecurity in the World 2013

L'impact sur les producteurs des filières de commerce équitable

Par David ERHART – Responsable des relations avec les partenaires du Sud à la Fédération Artisans du Monde

Le commerce équitable travaille avec des petits producteurs-trices familiaux, qui comptent parmi les plus pauvres de la planète et des artisan-e-s parmi les plus marginalisé-e-s, vivant dans des pays en développement. Parce que le changement climatique affecte plus les populations pauvres (cf. article précédent), les producteur-trices du commerce équitable font mécaniquement partie des plus touché-e-s… Ainsi, selon un rapport de Fairtrade International paru en 2011 (année marquée par des accidents climatiques extrêmes), les filières équitables ont connu jusqu'à 28 % de réduction de leur production.

Et les exemples ne manquent pas : nos partenaires boliviens d'EL CEIBO (cacao biologique) constatent les impacts de ce changement climatique. Après une période plutôt sèche dans les années 80-90, les producteurs sont désormais confrontés à une période plus humide due à une extension et un déséquilibre de la période des pluies ainsi qu'à des inondations plus fréquentes et plus importantes. Ces déséquilibres ont pour principale conséquence d'augmenter le taux d'humidité relative des parcelles qui favorise le développement des maladies, notamment fongiques. Ainsi la moniliose, causée par le champignon Moniliophthora roreri, provoque actuellement une véritable hécatombe (en 2014, jusqu'à 70 % de pertes par endroits).

Quand l'humidité sévit en Amérique latine, favorisant la propagation de maladies (rouille sur café et monilia sur cacao), c'est au contraire la sécheresse qui a considérablement affecté les producteurs de café en Tanzanie (KNCU et KCU) en 2011 et qui a diminué de 50% leurs rendements.
En 2013, c'étaient nos partenaires philippins de PFTC, ATC et SPFTC qui subissaient des pertes matérielles et humaines considérables suite au passage du terrible typhon Haiyan. PFTC, qui produit le sucre mascobado à partir de canne à sucre, a ainsi perdu 3 moulins des coopératives de producteurs, grevant leur activité, pourtant vitale, pour de longs mois …

Les producteurs-trices du commerce équitable, déjà vulnérables de par leur situation économique fragile, sont parmi les premiers touchés par ces dérèglements climatiques qui impactent leur capacité de production et donc leur vie quotidienne. Mais grâce au commerce équitable (cf. partie 3), et parce qu'elles sont des acteurs de changement, les organisations de producteurs-trices mettent en place depuis de nombreuses années, des mesures visant à atténuer leur impact sur l'environnement et à s'adapter aux conditions climatiques nouvelles.

Inondations dans la vallée du Rio Béni, Bolivie 2014

« Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste. »
Kenneth Boulding (1910-1993), président de l'American Economic Association

Notre modèle commercial : les accords de libre échange contre le climat !

Par Maximes COMBES – Économiste, membre d'Attac France et de l'Aitec

Nous constatons un décalage croissant entre d'un côté la réalité de la globalisation économique et financière qui concourt à une exploitation sans limites des ressources d'énergies fossiles et de l'autre, des négociations sur le dérèglement climatique qui esquivent toute discussion sur les règles du commerce mondial et des investissements à l'étranger.

Pourtant, les politiques de libéralisation du commerce et d'extension des droits des investisseurs renforcent la division internationale des systèmes productifs : les institutions internationales ont encouragé la délocalisation des pollutions vers les pays du Sud, renforçant la contribution du commerce de marchandises aux dérèglements climatiques.

Les politiques de libéralisation font prédominer le droit des investisseurs sur le droit de l'environnement et la démocratie, tout en ignorant les exigences climatiques. Si les régulations environnementales et climatiques sont autorisées, c'est à la condition expresse, instituée par l'Organisation Mondiale du Commerce et les traités bilatéraux, qu'elles n'entravent pas le droit commercial et de l'investissement.

En orientant le développement économique vers l'exportation et la recherche de compétitivité externe à tout prix, les politiques de libéralisation rendent les économies et nos sociétés ultra-dépendantes des importations et exportations d'énergies fossiles, et dotent les acteurs économiques des instruments pour empêcher la mise en œuvre de véritables politiques de transition énergétique, comme l'a récemment montré une série de litiges internationaux sur ce sujet.

L'extension du libre-échange et de la protection de l'investissement privé s'oppose aux exigences de sobriété, de relocalisation des systèmes productifs, de développement des énergies renouvelables et de coopération entre les citoyens, les consommateurs et les communautés pour partager et distribuer les ressources existantes.

Ainsi, les négociations entre l'Union européenne (UE) et les États-Unis (TAFTA) et entre l'UE et le Canada (CETA) promeuvent un modèle énergétique insoutenable, très fortement dépendant des infrastructures d'extraction, de transformation et d'acheminement des énergies fossiles, qui anéantit toute ambition de maîtriser le changement climatique.

Conclure des accords de l'ampleur de TAFTA et de CETA réduira presque à néant l'espoir de voir naître « des sociétés plus agréables à vivre, plus conviviales, plus solidaires, plus justes et plus humaines ». Ainsi, bloquer TAFTA et CETA, c'est lutter contre le réchauffement climatique car c'est préserver la possibilité de mettre en œuvre de véritables pratiques et politiques de transition écologique et sociale.

Notre modèle agricole : l'agro-industrie dominante contribue fortement au changement climatique

Par Katia ROESCH – Chargée de programme « Agricultures paysannes, Ressources naturelles et Changement climatique » à AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières)

Les émissions de l'agriculture au niveau de la production seule représentent environ 13 % à 15 % des émissions globales de GES (Gaz à Effet de Serre). Si l'on y ajoute les émissions provenant de la production en amont et en aval (approvisionnement en intrants, transformation et commercialisation) ainsi que la conversion des terres pour l'agriculture (changements d'utilisation des sols, dégradation de sols et déforestation), les émissions de l'agriculture augmentent alors jusqu'à environ 30 à 32 % des émissions globales. Les principales sources de GES dans le secteur agricole sont l'oxyde nitreux (N2O), principalement issu des fertilisants azotés, et le méthane (CH4) lié aux déjections animales appliquées sur les sols et la culture du riz inondé.

Les GES et les sources d'émission du secteur agricole varient fortement en fonction des choix de production et des pratiques agricoles. Ainsi, l'agriculture de type industriel et intensive est particulièrement consommatrice en énergie pour la mécanisation, en fertilisants et pesticides.

Il existe toutefois peu de données chiffrées sur les émissions de GES de l'agriculture paysanne, et il faut se reposer sur les pratiques ou les émissions par pays pour avoir des indices de l'impact de ce modèle agricole. Cette agriculture paysanne, caractérisée par des exploitations de petite taille (< à 2 hectares) et un faible niveau d'intrants et d'énergie, porte souvent des pratiques peu émettrices en N2O. En revanche, elle peut jouer un rôle non négligeable dans la déforestation dans certaines régions du monde (extension par l'agriculture itinérante sur brûlis, prélèvement de bois de chauffe), bien que pour certains bassins forestiers comme l'Amazonie, c'est l'extension d'une agriculture de type industriel qui est la première cause de déforestation.

Le mode de comptabilisation utilisé joue aussi un rôle important dans l'évaluation de l'impact des différents modèles agricoles sur l'effet de serre. L'approche « par produit » promue par un certain nombre d'acteurs aujourd'hui, est plus favorable aux modèles intensifiés, et ne prend en compte que le facteur « production », et non d'autres externalités de l'agriculture comme peuvent le faire par exemple une comptabilité par unité de surface ou par unité de travail (rôle social de l'agriculture), ou simplement une analyse prenant en compte l'ensemble du cycle de vie du produit (externalités environnementales). De multiples possibilités existent dans ce domaine et il est important de veiller à prendre en compte, dans le choix des indicateurs d'impact, toutes les dimensions de l'agriculture.

Semis sous-couvert en agriculture industrielle © AVSF

Semis sous-couvert en agriculture paysanne © AVSF

Notre modèle de consommation : un prix bas qui coûte cher

Par Sylvain LY & Christophe ALLIOT – BASIC (Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information Citoyenne)

La filière laitière en France est une excellente illustration des coûts réels qui se cachent derrière un prix de vente…

La disparition imminente des quotas laitiers est une source croissante d'interrogations et de débats concernant la pérennité de la filière lait française. Certains, dont les pouvoirs publics, restent persuadés que seuls des « méga projets », comme la ferme des 1 000 vaches en Picardie ou l'usine de lait en poudre Synutra en Bretagne, pourront sauver la première industrie alimentaire du pays, qui représente 25 milliards d'euros de chiffre d'affaires par an, 24 milliards de litres de lait produits et 70 000 exploitants. D'autres en revanche s'inquiètent des effets d'un modèle de production industrialisé agro-exportateur qui a érigé la course au prix le plus bas comme norme mondiale. Ils rappellent que ce modèle a accéléré la disparition des exploitations agricoles et entraîné une concentration du secteur telle qu'aujourd'hui une dizaine d'entreprises fabrique 90 % des produits laitiers ; et qu'au-delà, il génère des impacts majeurs au niveau social comme environnemental : destruction d'emplois, endettement et isolement des agriculteurs, précarisation de l'emploi, exposition aux pesticides, dérèglement climatique et pollution de l'air, consommation et pollution de l'eau, concurrence déloyale avec les producteurs laitiers africains sur leurs marchés locaux…

Dans le cadre du BASIC, nous avons cherché à mieux comprendre ces impacts et à estimer les coûts sociétaux qu'ils génèrent – c'est à dire les coûts restant à la charge des citoyens via les impôts, la sécurité sociale, leurs dépenses de santé. Plus précisément il s'agissait d'en donner une première mesure globale, à ce stade encore imparfaite, et d'investiguer leur variation en fonction de différents modèles de production, pour contribuer à nourrir la réflexion sur la transition écologique et sociale. Au final, nous avons trouvé que la majeure partie de ces coûts (dont le total s'élève à 7 milliards d'euros par an – a minima – pour toute la filière), bien que liés à l'élevage, sont avant tout tirés par l'aval, c'est à dire les modes de consommation (types de produits, circuits de distribution). Nous avons également trouvé de fortes variations entre les modèles conventionnels et alternatifs. Pour les mettre en évidence, nous avons comparé leur ratio « chiffre d'affaires global / coûts sociétaux » : si pour l'ensemble du secteur laitier français, ce ratio est de 28 % – indiquant que pour créer 1 euro de valeur, la filière génère 28 centimes d'impacts – il tombe à 18 % dans le cas de l'agriculture biologique, et à 10 % dans le cas d'une fabrication de fromage au lait cru AOC et biologique.

Ce premier exercice nous a donc permis de rendre compte de l'étendue des coûts qui se cachent derrière la recherche effrénée des prix les plus bas, et qui sont payés in fine par les citoyens; inversement, il a permis de matérialiser les économies pour la société liées aux modèles vertueux en termes social et environnemental, et qui devraient être promus dans le cadre de la transition.

Pour plus d'informations :
www.lebasic.com

« Pour sauver la planète : sortez du capitalisme ! »

Article rédigé par L. PINAULT avec l'autorisation de Hervé KEMPF – Écrivain et journaliste français, fondateur de Reporterre

Hervé Kempf a écrit plusieurs ouvrages dans lesquels il dénonce les dérives du capitalisme et de la société de consommation, indissociables de la crise économique, sociale et écologique actuelle et notamment « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme » en 2009. Plusieurs de ses écrits se fondent sur la thèse selon laquelle le modèle capitaliste libéral est responsable de la crise environnementale et ne peut permettre d'apporter des solutions viables à ces enjeux. Selon lui, ainsi qu'il l'explique dans son ouvrage, le capitalisme a entraîné la financiarisation croissante de l'économie, évacuant les considérations éthiques des comportements et transactions économiques et favorisant la généralisation de la corruption. Il a également provoqué un accroissement des inégalités sociales à l'échelle mondiale, caractérisé par le creusement de l'écart de revenus entre les plus riches et le reste de la société. La mondialisation économique, poussée par les entreprises à la recherche d'une main d'œuvre bon marché, est devenue sociale et culturelle, faisant de la surconsommation et du gaspillage le modèle de consommation à suivre dans le monde entier. Les individus sont conditionnés pour consommer le plus possible par le biais des médias et de la publicité.

Ce modèle économique de production et de consommation a entraîné la surexploitation des ressources naturelles et l'altération des écosystèmes, menaçant désormais les générations futures. Les solutions proposées par le système capitaliste pour répondre aux enjeux climatiques et environnementaux ne sont pas crédibles. Selon Hervé Kempf, la technologie ne peut suffire à elle seule à résoudre les problèmes sans que les modes de vie occidentaux soient modifiés. La solution à la crise environnementale réside dans un changement de modèle économique, des modes de vie et de consommation, et notamment énergétique, domaine où il illustre cette thèse : « À quoi sert-il de faire de l'éolien si par ailleurs on ne cherche pas à limiter la consommation d'énergie ? »

« Ne cherchons pas de recettes de cuisine. Il n'y a pas de solution, mais il y a une voie. Si on emprunte cette voie, alors tout devient possible. »

Edgar Morin

Plus qu'une transition : des transitions et un nouveau paradigme !

Par Pascale QUIVY & Henri LEFEBVRE – Déléguée générale du CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) et coordinateur Une Seule Planète

Il apparaît clairement aujourd'hui que le triple objectif d'éradiquer la pauvreté, de réduire les inégalités et de préserver les ressources de notre planète passe par une profonde refonte de nos modèles de développement. Le niveau actuel de consommation de ressources naturelles et d'énergie que connaissent les pays riches industrialisés est impossible à généraliser à l'ensemble des habitants de la planète. Les transitions économiques, sociales, écologiques et démocratiques vers des sociétés justes et équitables sont devenues une ardente nécessité. Enjeux de gouvernance, les transitions doivent encore être envisagées comme l'opportunité pour les citoyens de se réapproprier les leviers politiques qui régulent les déséquilibres globaux. Elles offrent l'occasion de construire des relations internationales non plus basées sur la compétition, mais sur de nouveaux paradigmes : les notions de biens communs, le constat de l'interdépendance ou l'exigence de relations réciproques.

La société civile en est consciente, et nombreuses sont les organisations de solidarité internationale qui s'en préoccupent. En France elles se retrouvent, aux côtés de bien d'autres acteurs (syndicats, associations environnementales, de droits de l'homme, de lutte contre la pauvreté, etc.), au sein de la Campagne post 2015 – transitions pour un monde juste (qui regroupe les collectifs Action Mondiale Contre la Pauvreté et Rio +20) ainsi que dans la Coalition Climat 21. Leur objectif est de mobiliser le plus grand nombre de citoyens autour des ODD (Objectifs de Développement Durable) et de la lutte contre le changement climatique, en lien avec plusieurs réseaux internationaux partenaires, afin notamment de faire pression sur les gouvernements.

Mais la remise en question du modèle actuel de développement passe aussi par la sensibilisation et la prise de conscience par les citoyens de leur capacité à s'engager comme acteurs des transitions et relais d'opinion. Ainsi, neuf associations de solidarité internationale (CRID, AITEC, les Amis de la Terre, Artisans du Monde, CCFD Terre-Solidaire, France Libertés, Ingénieurs sans Frontières, les Petits Débrouillards et RITIMO) ont lancé le programme Une Seule Planète dans le but de participer à la construction d'alternatives. En expérimentant sur les territoires, ici et là-bas, il s'agit de donner à voir les différentes solutions positives et concrètes mises en œuvre et de contribuer à transformer les mentalités et la société.

une seule planète

Collectif pour une transition citoyenne : la transition version concrète !

Par Céline PROVOST & Marc FAVIER – CFE (Coopérative de Finance Ethique)

Agriculture bio, énergies renouvelables, climat, finance éthique, économie solidaire, commerce équi-table, insertion sociale, démocratie, changement personnel… le Collectif pour une Transition Citoyenne regroupe 16 mouvements citoyens moteurs dans de nombreux domaines d'activité de la transition. Ensemble, ils créent des synergies et proposent aux forces vives citoyennes d'œuvrer concrètement en faveur de la transition sur les territoires, et les aident à le faire par la réalisation d'actions et d'outils.

Dans le contexte de la Conférence Climat des Nations Unies à Paris à la fin de l'année, le Collectif pour une Transition Citoyenne, en lien étroit avec la dynamique Alternatiba, propose de nouvelles actions aux citoyens pour 2015 : un pacte de la transition à destination des collectivités locales, une déclaration pour la transition, un livret des alternatives, le lancement à 300 000 exemplaires du magazine Demain en mains…

Avec en point d'orgue la 2e édition de la Journée de la Transition le 26 septembre 2015. Elle sera cette année axée plus particulièrement sur le climat et sur l'engagement !

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.transitioncitoyenne.org.

Fausses solutions ou faux problème ?

Par Sylvain ANGERAND – Coordinateur des Campagnes - Les Amis de la Terre

© Amis de la Terre

Selon une récente étude publiée dans Nature[5], un tiers des réserves de pétrole, la moitié des réserves de gaz et plus de 80 % des réserves mondiales de charbon devraient demeurer dans le sol et ne pas être utilisées avant 2050 pour que le réchauffement climatique ait une chance d'être maintenu en dessous de 2° C. Loin de l'idée que nous risquons de manquer de pétrole ou de charbon à l'avenir, en réalité, notre problème est donc plutôt que nous en avons trop.

Pourtant, plutôt que de discuter d'un cadre international pour laisser une partie de ces énergies fossiles dans le sol, les gouvernements ouvrent grand le robinet à pétrole : lors du G20 de Brisbane en novembre 2014, le communiqué final appelait ainsi à engager des mesures pour stabiliser le climat mais surtout à relancer la croissance mondiale en construisant davantage d'infrastructures de transports et d'extraction de ressources naturelles !

5 | Christophe McGlade & Paul Ekins (2015). The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2 °C in Nature 517 : www.nature.com/nature/journal/v517/n7533/pdf/nature14016.pdf

Rien d'étonnant donc à constater que « les solutions » proposées par les gouvernements et les entreprises sont bien souvent injustes et inefficaces pour lutter contre les changements climatiques. La compensation carbone, par exemple, créé l'illusion qu'il est possible de neutraliser les émissions de carbone à un endroit en finançant un projet à un autre, par exemple en plantant un arbre ou en protégeant une forêt comme le propose des organisations comme Pur Projet[6]. Au-delà de l'imposture scientifique de cette logique, ces projets génèrent de nouveaux droits sur les forêts et placent les communautés dans une situation d'insécurité foncière en restreignant, par exemple, leur droit de cultiver pour se nourrir. Ce type de mécanisme conduit ainsi à un transfert de responsabilité des plus riches, qui sont responsables de la pollution, vers les plus pauvres qui doivent modifier leur mode de vie pour « compenser ». Au-delà des forêts, c'est l'ensemble du secteur agricole dans les pays du Sud que des entreprises veulent transformer pour en faire les poubelles à carbone du Nord.

Plutôt que de parler de « fausses solutions » quand nous nommons ces dérives, il nous paraît donc plus utile d'expliquer qu'il s'agit de réponses injustes et inefficaces à un problème autre que celui du changement climatique. La nécessaire dénonciation de ces impasses est alors encore plus forte lorsque nous l'articulons avec la promotion des alternatives qui émergent, se multiplient, se structurent au sein du mouvement pour la justice climatique.

Climat : oui à l'action, non aux fausses solutions !

Tiré d'un article de *ATTAC.org*

Le 23 septembre 2014, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies Ban Ki-moon organisait un Sommet sur le climat. Les participants étaient invités à annoncer « des mesures audacieuses » et à « passer à l'action ». Passer à l'action, oui. Mais pas pour promouvoir des fausses solutions comme la finance et la compensation carbone, les méga-projets exclusivement conçus par et pour les multinationales. Partout dans le monde des initiatives citoyennes alternatives existent : les soutenir devrait constituer l'enjeu principal des politiques publiques.

Ce sommet était organisé en grande pompe. Mais à l'horizon, pas d'engagements chiffrés et suffisants de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Pas assez non plus de financements publics et additionnels. Pire encore : si les États, le secteur privé et la société civile sont invités à travailler ensemble, c'est sur la base de partenariats public-privé, des mécanismes de marché et des dispositifs de finance carbone. La feuille de route du sommet donne la priorité à la finance internationale et au secteur privé pour mettre en œuvre et financer la lutte contre le dérèglement climatique.

Ban Ki-moon veut ainsi officialiser une « alliance mondiale pour une agriculture intelligente face au climat » (la fameuse CSA - Climat Smart Agriculture ou agriculture intelligente face au climat), qui renforcera en fait l'emprise de la finance et des multinationales sur l'agriculture. Il veut promouvoir les mécanismes REDD qui transforment les forêts en un nouveau business au prétexte de lutter contre le changement climatique. Seront annoncés des méga-projets d'énergies renouvelables, dont la réalisation et le financement sont confiés à des multinationales et aux marchés financiers, au détriment de projets contrôlés par les populations et adaptés à leurs besoins. A quelques mois de la 21e Conférence de la convention cadre de l'ONU sur le changement climatique que la France va accueillir au Bourget fin 2015, François Hollande et le gouvernement français feraient bien de renoncer à soutenir ces projets nocifs pour la planète, les populations et l'économie.

Des pistes alternatives existent et devraient faire l'objet du soutien politique et financier des institutions internationales et des gouvernements. Car partout des gens se mobilisent pour inventer des modes de vie, des pratiques et des biens et services qui satisfont les besoins, réduisent les émissions de gaz à effet de serre et renforcent les capacités des populations à faire face aux dérèglements climatiques. Confier les politiques climatiques aux multinationales et aux marchés financiers est irresponsable : une autre stratégie est possible, pour une transition écologique juste et démocratique.

© www.equiterre.org

6 | Voir le rapport des Amis de la Terre « Carbone contre nourriture » et les échanges avec Pur Projet : www.amisdelaterre.org/purprojet

Les organisations de producteurs en action

Par David ERHART – Fédération Artisans du Monde

Si en plus de proposer des filières de production plus sobres d'un point de vue environnemental, les organisations de producteurs conduisent de nombreux projets d'atténuation de leur impact, c'est parce qu'en tant qu'acteurs de commerce équitable, le respect de l'environnement est inscrit dans leur ADN ! Pour s'en convaincre il suffit de lire les critères du commerce équitable et notamment le principe numéro 10 de la WFTO (World Fair Trade Organization) « respect de l'environnement », qui se traduit par des objectifs tels que : la gestion intégrée des ravageurs, la prévention de l'érosion des sols, l'amélioration de leur fertilité, l'utilisation durable des sources d'eau, la gestion durable des déchets, la protection de la biodiversité, l'utilisation des énergies renouvelables, ou la réduction des émissions de gaz à effet de serre… mais aussi l'éducation des producteurs et des consommateurs à l'atténuation de leur impact !

Ainsi, au-delà des choix de production (biologiques pour l'agriculture et traditionnels pour l'artisanat) nous découvrons chez nos partenaires producteurs, de nombreux projets environnementaux, du plus simple au plus ambitieux :

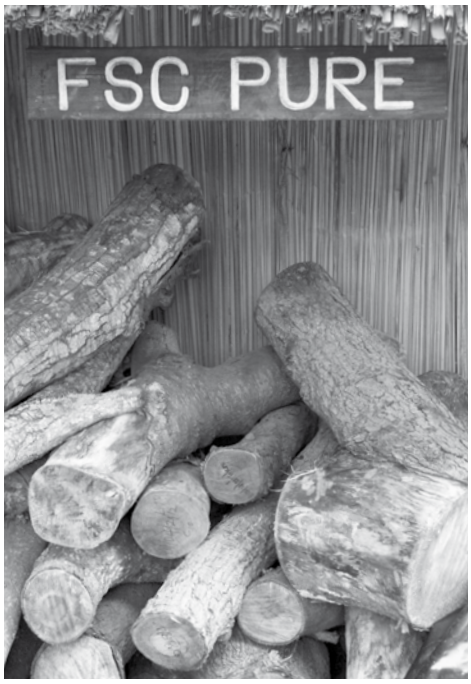
→ Chez ACP au Népal (Association of Craft Producers), l'ensemble de l'empaquetage des objets artisanaux réalisé à partir de cartons recyclés et réutilisés. Parallèlement un grand projet de traitement des eaux usées (teintures, lavages, etc.) par floculation, décantation et extraction, a été mis ne place dès 2008 au sein des ateliers de Katmandou.

→ Au Kenya (Bombolulu) ou au Cameroun (Prescraft), les ateliers de sculpture sur bois ont engagé, en plus de leurs projets de reboisement plus anciens, la mise en place de filières certifiées FSC (Forest Stewardship Council [gestion durable]).

→ À Ndem au Sénégal, c'est l'ensemble du projet de l'ONG qui est traversé par le souci de l'environnement dans une région fortement impactée par le réchauffement climatique (désertification accélérée) : reboisement, bio combustible (à base de terre et de coques d'arachides), teintures naturelles d'origine végétale, remise en culture de coton biologique, maraîchage biologique pour des ventes locales et équitables, arrosage par goutte à goutte, etc.

→ En Amérique latine, les coopératives de café, comme par exemple la fédération COOCAFE au Costa Rica, investissent dans des installations de traitement des eaux de lavage, des programmes de reboisement, et l'utilisation de technologies propres dans les processus de broyage du café et de séchage (panneaux solaires).

Système de traitement des eaux usées au Népal



Réserve de bois FSC au Kenya

Maraîchage biologique au goutte à goutte au Sénégal

Soutenir une agriculture paysanne pour faire face au changement climatique

Par Marc DUFUMIER – Professeur émérite à l'AgroParisTech et président de la PFCE (PlateForme pour le Commerce Equitable)

Fosse fumière et agriculture sous parc de karité au sud du Mali © M.Dufumier - PFCE

L'agriculture est directement concernée par le réchauffement climatique global : elle va d'une part devoir s'y adapter et elle devra d'autre part contribuer à l'atténuer en réduisant ses propres émissions de gaz à effet de serre : gaz carbonique, méthane et protoxyde d'azote.

L'adaptation

Au-delà du simple réchauffement climatique global, les experts du GIEC nous prédisent un climat bien plus aléatoire qu'aujourd'hui, avec une fréquence et une intensité accrues des accidents climatiques : des périodes de sécheresse plus nombreuses et plus accentuées, des inondations moins rares et plus violentes, des cyclones plus dévastateurs, etc. Ce qui veut dire que les agriculteurs vont devoir mettre en œuvre des systèmes de production plus résilients leur permettant de rétablir au plus vite le niveau de leurs revenus et les potentialités productives de leurs fermes après chacune des mésaventures. À savoir des systèmes de production diversifiés associant étroitement polyculture et divers élevages, de façon à « ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier », à l'opposé de la monoculture ou du mono-élevage fréquents en agriculture industrielle.

L'atténuation

Non seulement l'agriculture peut réduire ses émissions de gaz carbonique mais elle peut aussi contribuer à séquestrer du carbone dans la biomasse végétale, au moyen de la photosynthèse, et dans l'humus des sols, via l'enfouissement de composts, fumiers, et autres matières organiques. Ce qui va souvent de pair avec des techniques culturales simplifiées destinées à réduire ou supprimer les labours, en comptant sur les vers de terre et d'autres organismes vivants du sol pour ameublir la couche arable et y enfouir les matières organiques. L'intégration de plantes de l'ordre des légumineuses (lentilles, pois-chiche, fèverole, luzerne, trèfles, etc.) dans les assolements et les rotations de cultures permet de produire des protéines végétales destinées à l'alimentation humaine ou animale sans recours aux engrais azotés de synthèse dont l'épandage est la cause première des émissions de protoxyde d'azote (le principal contributeur de l'agriculture au réchauffement climatique dans les pays d'agriculture industrielle). L'assèchement périodique des rizières et l'addition de graines de lin dans l'alimentation des ruminants permettent par ailleurs de réduire les émissions de méthane.

Mais tous ces systèmes de production à la fois plus résilients et moins émetteurs de gaz à effet de serre sont en général aussi bien plus diversifiés que ceux mis en œuvre dans les entreprises agricoles dont l'objectif premier et de maximiser le taux de profit et de fournir aux moindres coûts monétaires des denrées produites à grande échelle. Ils ne peuvent être le fait que de familles paysannes qui, s'efforçant de valoriser au mieux leur propre main-d'œuvre familiale, ont plutôt intérêt à échelonner les temps de travaux tout au long de l'année, à recycler les résidus de culture pour l'alimentation animale, à fertiliser leurs terrains avec les effluents d'élevage, à associer étroitement agriculture et élevage, etc. Plus soignés et artisanaux, mais donc aussi plus exigeants en travail (ce qui n'est pas en soi un défaut dans les pays en proie à un chômage massif), ces systèmes de production méritent d'être correctement rémunérés : l'un des objectifs du commerce équitable !

Le commerce équitable comme outil d'éducation aux enjeux du changement climatique

Par Lise TREGLOZE – Responsable éducation à la Fédération Artisans du Monde

© FAdM

Nous lutterons contre le changement climatique en formant des citoyens capables de mettre en place des alternatives, d'y adhérer et de participer individuellement et collectivement à un plaidoyer auprès des décideurs.

Éduquer, cela signifie outiller les citoyens pour qu'ils comprennent le changement climatique : quelles en sont les causes, les conséquences, comment inverser la tendance ? Le credo du commerce équitable : expliquer en quoi le système économique libéral crée le terreau favorable à l'accroissement des dérèglements climatiques. Notre rôle est aussi de faire connaître les impacts de ce changement climatique sur les producteurs dont nous consommons les produits tous les jours. Comprendre en quoi le climat influence la quantité et la qualité de ce que les producteurs vont vendre et impacte donc leurs revenus et leurs conditions de vie.

Ceci donne du sens au quotidien, à ces enjeux globaux. Le changement climatique fait peur, prend des proportions qui vont au-delà de l'échelle humaine, et pourtant ce n'est pas une fatalité et nous pouvons tous contribuer à inverser la tendance : des alternatives existent, sont viables, il faut les connaître et les expérimenter !

L'éducation doit rassurer et donner du « pouvoir d'agir » à tous.

Prenons l'exemple de la filière cacao : marché agricole ultra libéralisé, d'un côté 40 millions de producteurs et leurs familles, de l'autre 500 millions de consommateurs réguliers, et entre les deux : des multinationales qui se comptent sur les doigts d'une seule main, à qui reviennent la majeure partie de la valeur ajoutée de ce commerce juteux. Notre objectif sera donc d'expliquer qui gagne quoi dans ce commerce et comment, par exemple, les producteurs de cacao boliviens de la coopérative El Ceibo s'organisent pour s'affranchir de ce système. Quant au changement climatique, nos partenaires nous témoignent d'une baisse de rendement de 70 % l'année dernière, en raison des précipitations de plus en plus abondantes (voir article partie I). Quelles alternatives mises en place par El Ceibo ? Investir dans une agriculture paysanne, former et accompagner les producteurs, transformer localement pour le marché national.

La Fédération Artisans du Monde et son partenaire El Ceibo travaillent donc à une mallette pédagogique (à partir de septembre 2015 sur la boutique des outils en ligne) autour de leur filière de commerce équitable et d'agroforesterie paysanne, faisant le pari qu'il est plus facile d'intéresser les jeunes au changement climatique et aux alternatives en leur parlant de chocolat plutôt que d'ours polaires !

Idée reçue… Peut-on lutter contre le changement climatique en soutenant des filières « Nord-Sud » ?

Par David ERHART – Fédération Artisans du Monde

Pour Artisans du Monde, il ne s'agit pas de justifier et de soutenir aveuglément le transport de marchandises à travers les océans de la planète alors que nous sommes convaincus de l'urgence de la relocalisation des échanges et que nous en sommes même promoteurs actifs. Mais une fois que cela est dit, il est intéressant d'affiner cette position et de mesurer l'impact réel des filières Nord Sud équitables.

Car de quoi parle-t-on lorsque nous parlons de filières de commerce équitable Nord Sud chez Artisans du Monde ? Nous parlons de filières portées par des organisations de producteurs paysans (pour les filières alimentaires) et artisans (pour les filières non alimentaires) engagés de manière globale pour un monde plus juste. Cet engagement se traduit donc naturellement par des choix de production sobres et respectueux de l'environnement. Concernant les filières de production agricole, il s'agit d'agriculture paysanne dont les modes de production sont quasiment toujours agro-écologiques. Par exemple, chez Artisans du Monde, près de 65 % des produits alimentaires sont certifiés biologiques (en augmentation permanente) et pour le reste, il s'agit de filières souvent « biologiques » dans les faits mais non certifiées (pour des raisons de coût).

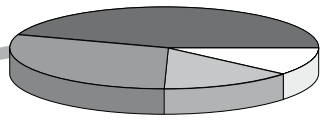
Ainsi une filière agricole Nord Sud peut avoir potentiellement moins d'impact écologique qu'une filière européenne. Pourquoi ? Parce que les modes de production sont plus sobres dans la mesure où ils utilisent moins d'intrants chimiques, de pesticides et de pétrole (tracteurs) que les pratiques de l'agriculture européenne intensive. Des études comparatives l'ont montré : un sucre équitable du Paraguay a un impact plus faible (bilan carbone) qu'un sucre de betterave du nord de la France (étude « Climatop » du 29 oct. 2010)! Une étude ACV simplifiée (Analyse du Cycle de Vie) d'une confiture AdM du Laos (Cemagref - 2011) montre que la production a un impact très faible sur la filière et que si le transport représente une part des impacts potentiels, ce n'est pas la plus grande. C'est le transport routier en France et les emballages qui constituent la plus grande source de pollution potentielle, comme le confirmait une étude d'AlterEco en 2010 (étude labo-équitable / Alter Eco - 2010).

Malgré tout, il est important de rappeler que le travail d'Artisans du Monde, au-delà du soutien qu'il apporte à des filières de production globalement plus sobres, est aussi d'encourager partout où nous le pouvons une consommation citoyenne éclairée et d'appuyer la nécessaire relocalisation des échanges pour des raisons écologiques mais aussi économiques et sociales… C'est ce que nous faisons, au quotidien, en France en soutenant les circuits courts mais aussi dans les pays de nos partenaires en accompagnant des projets locaux de valorisation des produits équitables.

Postes d'émission	Émissions en tonnes équivalent CO_2	Contribution au total
Énergie interne	5	< 1 %
Coopératives et prestataires (énergie + procédés)	**642**	**16 %**
Transports des produits (de la coopérative au foyer de consommation)	**1129**	**29 %**
Déplacements de personnes (salariés et visiteurs)	378	10 %
Matériaux entrants hors emballages	11	< 1 %
Emballages (fabrication et fin de vie)	**1438**	**37 %**
Déchets directs et indirects (fin de vie)	17	< 1 %
Amortissements (ex. informatique)	15	< 1 %
Utilisation des produits (ex. cuisson du riz)	335	8 %
TOTAL	3970	100 %

dont 64 % (413 tonnes équiv. CO_2) **liés à l'émission de méthane dans les rizières**

74 % (838 tonnes équiv. CO_2) **liés au transport en camion**
11 % liés au transport en bateau
10 % liés au transport au sein de la coopérative
5 % liés au transport du consommateur



Verre / 49 %
Papiers-cartons / 27 %
Plastiques / 18 %
Métaux / 10 %

Importer des produits du bout du monde : quel impact ?
Bilan carbone © 2008 Alter Éco - Évaluer

« Aujourd'hui ce modèle se délite, il n'a aucun moyen d'être réparé. Il faut aller vers autre chose. Ce que propose la société civile : elle est le laboratoire dans lequel est en train de s'élaborer le futur. Partout des gens essayent de faire autrement. Un État intelligent devrait encourager ça. »

Pierre Rabhi

2015 : année charnière

Par Pascal CANFIN – Conseiller spécial pour le climat du WRI (World Resources Institute)

L'année 2015 est une année cruciale pour l'avenir de nos sociétés, avec deux événements phares au niveau international: d'un côté, la refondation de l'agenda du développement pour nous donner une feuille de route mondiale vers le développement durable, et de l'autre, la COP 21 à Paris qui doit déboucher sur un accord international sur le climat.

Un graphique résume à mes yeux la situation de notre monde. Lorsque l'on croise les pays qui sont à la fois dans la zone d'émissions de CO_2 compatible avec les deux degrés et ceux qui ont un niveau de développement économique et social, mesuré par l'Indice de développement humain, supérieur à ce que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) considère comme satisfaisant, on obtient… l'ensemble vide ! Autrement dit aujourd'hui l'espace du développement soutenable est vide ! Cela signifie qu'il reste à inventer. C'est là tout le défi du XXIe siècle et des générations aujourd'hui en responsabilité car, plus tard, il sera tout simplement trop tard.

L'année 2015 va voir en septembre à New York de nouveaux objectifs endossés par la communauté internationale. Nous allons – c'est en tout cas le chemin pris – passer d'objectifs de développement limités aux pays du Sud censés « rattraper » les pays du Nord dits « développés » à une feuille de route mondiale centrée sur la soutenabilité globale qui implique bien évidemment comme premier objectif l'éradication de l'extrême pauvreté. Mais à la différence des objectifs actuels du développement (OMD), les Objectifs du Développement Durable (ODD) concerneront aussi les pays du Nord. Pour les pays du Sud il ne s'agit en aucun cas de recevoir moins d'aides pour financer des écoles ou des centres de santé et plus pour déposer des panneaux solaires ! Mais bien de modifier progressivement les aides qui concernent les secteurs les plus impactants pour l'environnement (transports, énergies, villes…) de façon à intégrer la soutenabilité et notamment le respect des enjeux liés au climat.

C'est là la deuxième grande négociation de 2015. Nous serons, à Paris en décembre, dans l'obligation de trouver l'accord international après lequel nous courons depuis l'échec de Copenhague en 2009. Cet accord sera un élément d'un ensemble d'engagements plus larges, incluant par exemple ceux des collectivités locales – pour former un Pacte capable de nous remettre sur la trajectoire des 2 degrés, seuil au-delà duquel les scientifiques du climat nous disent que nous franchissons un « point de non-retour ».

2015 est donc l'année de la convergence entre le développement et le climat car, comme le dit la Banque mondiale elle–même, la plus grande menace qui pèse sur la sécurité alimentaire c'est le changement climatique.

Les trois grands rendez-vous sont à Addis Abeba en juillet pour le financement du développement, à New York en septembre pour la fixation des nouveaux objectifs du développement et à Paris en décembre pour l'accord sur le climat. Ce sont des défis qui ne peuvent se gagner sans la mobilisation citoyenne. Et donc sans vous.

Alternatiba : élargir la mobilisation à tous

Par Jon PALAIS et Gilles LEMAIRE – Alternatiba

L'année 2015 s'annonce comme une année de mobilisation citoyenne sur le climat. Une année de mobilisation, mais de qui exactement ? Si nombre de militants et d'organisations sont déjà en train de se préparer, qu'en sera-t-il des citoyens plus largement ? Pourquoi et comment pouvons-nous toucher au-delà du cercle des convaincus ?

Alors que le dérèglement climatique est un défi sans précédent dans l'histoire

de l'humanité, ce phénomène semble demeurer une préoccupation réservée aux seuls écologistes. C'est un phénomène abstrait, global, difficile à appréhender, qui semble irréel à beaucoup. Et pour les personnes qui prennent conscience de ce dont il s'agit, la vérité est dure à affronter et les modes de réaction difficiles à imaginer. D'où un sentiment de sidération, qui conduit à la résignation et au fatalisme.

Le climat ne doit pas être une question réservée aux écologistes. Au contraire, c'est d'abord l'affaire des personnes les plus précaires, les premières à subir les impacts du dérèglement climatique. Si cela est flagrant dans les pays du Sud, où le changement du climat est déjà une tragédie pour des milliers de personnes victimes des événements climatiques extrêmes, c'est également vrai dans les pays du Nord pour des personnes en situation de précarité.

Les alternatives au dérèglement climatique existent et sont à la portée de tous. C'est ce que la dynamique Alternatiba souhaite montrer en transformant, le temps d'une journée ou d'un week-end, des centres-villes en « villages des alternatives ». Dans une ambiance conviviale et festive, ces villages exposent des alternatives expérimentées dans tous les domaines de la vie quotidienne, qui permettent non seulement de baisser nos émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de construire un monde plus convivial et plus solidaire.

En 2014, 9 villages se sont tenus, près de 60 sont en cours de préparation, donnant vie à la phrase que Stéphane Hessel nous laissait en héritage en parrainant le premier Alternatiba à Bayonne : « Ensemble, construisons un monde meilleur en relevant le défi climatique ! »

De 5 juin au 26 septembre, un vélo quatre places va parcourir plus de 5.000 kilomètres en passant de villes en villages pour porter encore plus loin le message d'Alternatiba. Symbole de la transition écologique, de la solidarité et de l'effort collectif, le vélo quatre places fera étape dans 187 territoires où seront organisées des animations pour tous les publics.

Le but du Tour Alternatiba est d'organiser ces étapes avec des citoyens et des collectifs de tous horizons : non seulement des associations de défense de l'environnement et des sections syndicales, mais aussi des clubs de sport, des groupes de musique, des casernes de pompiers, etc. Il est temps de sensibiliser et de mobiliser bien au-delà du cercle des convaincus. Ce sera le sens de ce Tour Alternatiba « 5 000 kilomètres pour le climat ».

La Coalition Climat 21 appelle à une mobilisation de toute la société civile pour la Justice climatique

Par Morgane BAGES et Juliette ROUSSEAU – Coalition Climat 21

Consciente du rôle primordial que va jouer la Conférence Paris Climat 2015 pour l'avenir de notre planète, la société civile se mobilise dans l'objectif de renforcer la prise de conscience citoyenne dans les territoires et de rassembler le plus largement possible, afin de défendre et mettre en œuvre une transition écologique juste et solidaire. C'est dans cette démarche que s'inscrit la Coalition Climat 21, qui regroupe près d'une centaine d'organisations dont des forces syndicales de salariés, des ONG environnementales et de solidarité internationale, des associations de défense des droits de l'homme et des groupes de foi.

Alors que pays développés, grandes puissances émergentes et multinationales s'évertuent à trouver de fausses solutions au réchauffement planétaire, les pays du Sud subissent les conséquences désastreuses du changement climatique : migrations forcées, inondations…

À travers son réseau associatif et militant, Artisans du Monde reçoit les témoignages de victimes du réchauffement climatique qui soulignent l'urgence à intégrer la Justice sociale et écologique au sein des politiques commerciales internationales à venir.

Au cours de cette action de mobilisation, la Coalition Climat souhaite soutenir les modes de consommation alternatifs, et à ce titre, le commerce équitable.

Week-end de Mobilisation les 30 et 31 mai Mille initiatives pour le climat !

Ce week-end a pour objectif de réunir « mille initiatives pour le Climat ». La présence d'Artisans du Monde lors de ce temps fort pourrait une fois de plus rappeler la vulnérabilité des producteurs des pays du Sud face au réchauffement climatique.

Il est important que les collectifs locaux d'Artisans du Monde, bénévoles et consommateurs, par le biais d'actions au niveau local et national, fassent entendre leur voix pour porter le thème de la Justice climatique au cœur du débat sur le changement climatique. La Coalition vous invite donc à rejoindre les dynamiques locales existantes et à participer aux différentes initiatives prévues notamment pour le 30 et 31 mai prochains.

Aidez-nous à faire de 2015, une année de mobilisation pour la Justice climatique. Une carte interactive sera mise à disposition sur le site pour recenser vos initiatives.

Pour plus d'informations :
www.coalitionclimat21.org
www.facebook.com/climat21
Twitter: @climat21
Email : contact@coalitionclimat21.org

© Réseau Action Climat

Les pièges de la COP21 : la place des lobbies dans les négociations climat

Par Amélie CANONNE – Présidente de l'AITEC (Association Internationale de techniciens, Experts et Chercheurs)

Sponsors présents lors de la COP19 de Varsovie

En 2013, lors de la COP19 à Varsovie, plusieurs coalitions d'ONG s'étaient alliées pour quitter la conférence avec fracas, dénonçant à la fois le financement de la conférence par les grandes entreprises des énergies fossiles (Arcelor Mittal, Alstom, BMW par exemple) et leur influence sur la présidence polonaise. Huit mois avant la COP21 de Paris, les lobbies industriels et financiers sont-ils toujours infiltrés au cœur du processus ?

Dans un contexte de tension budgétaire constante, le financement du sommet de décembre est un point de vigilance majeur pour les ONG, qui ont alerté très tôt le Secrétariat général de la COP21 (à l'Élysée) qu'elles refuseraient de participer à une conférence payée par les lobbies du fossile et du nucléaire.

Les entreprises françaises développent leur plaidoyer par ailleurs. Rassemblées dans le projet « Solutions COP21 », Carrefour, Veolia, GDF-Suez, Sofiprotéol, Schneider Electric... se proposent de donner à voir au grand public, tout au long de l'année qui vient, les réponses du secteur privé aux dérèglements climatiques, à travers des événements, salons, conférences..., et entendent ainsi participer de l'effort « d'implication des acteurs de la société civile face aux défis climatiques, et leurs démarches pro-actives au bénéfice des populations et d'une économie positive ». Le « Business Climate Summit » prévu les 20 et 21 mai à Paris marquera un autre moment fort du marathon des entreprises pour convaincre les responsables politiques nationaux et internationaux du rôle actif qu'elles peuvent jouer (moyennant finance) dans la mise en œuvre des solutions au changement climatique, en s'appuyant bien souvent sur une techno-science incontrôlable.

L'influence des entreprises sur les négociations climat s'illustre de façon plus générale à travers la place de plus en plus forte donnée aux mécanismes de marché dans le financement et la mise en œuvre des solutions au changement climatique définies dans l'enceinte de la CCNUCC[7]. Ces mécanismes (mécanismes de développement propre, agriculture « intelligente », géo-ingénierie...) donnent l'illusion de fournir des réponses au changement climatique ou se contentent de compenser des activités gravement préjudiciables au climat par des investissements présentés comme « verts », mais toujours opérés par les mêmes géants de l'énergie, des transports ou des infrastructures.

Le fait que la CCNUCC s'efforce de demeurer un des espaces de négociation multilatérale les plus transparents et inclusifs crée un paradoxe évident : il la rend terriblement vulnérable à l'influence de lobbies qui sont loin d'agir pour l'intérêt des communautés et de la planète.

Pour autant le système des Nations unies fonde une grande partie de sa légitimité, aux yeux des acteurs de la société civile non-lucrative, dans cette ouverture, et dans la relative égalité de pouvoir qu'il offre, au moins sur le papier, à l'ensemble des nations qui le composent. Mais à moins d'assurer l'égalité de la présence et des moyens d'action de tous les observateurs de ses travaux, la COP21 aggravera la crise démocratique de la CCNUCC et alimentera le discrédit – de plus en plus répandu – à l'égard des discussions qu'elle héberge et des accords dont elle accompagnera la conclusion.

7 | Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

Les apprentissages des dernières COP

Par Geneviève AZAM – Maître de conférences en économie et chercheuse à l'Université Toulouse II – Membre du comité d'ATTAC France

La COP21 à Paris a pour objectif de parvenir à un accord applicable à partir de 2020. C'est pourquoi les regards sont tournés vers la COP de Copenhague en 2009, qui devait, elle aussi, aboutir à un accord pour prolonger le protocole de Kyoto après 2012. Copenhague a été riche d'enseignements : l'essentiel des efforts de la «société civile» étaient dirigés en direction de la COP : soit à l'intérieur, pour faire bouger le texte, soit à l'extérieur, pour faire pression sur les négociateurs, déchiffrer les textes, faire des propositions et établir des ponts entre intérieur et extérieur.

L'échec des négociations et leur enlisement dans les COP suivantes a pu laisser penser à une démobilisation des mouvements qui avaient tout misé sur le résultat de l'accord final. Cet apparent essoufflement a masqué une maturation dans la réflexion concernant la place et le rôle de la société civile dans ces négociations.

Dans le même temps, partout dans le monde, des luttes et des alternatives, en lien avec le changement climatique, se sont intensifiées. L'idée de transition a fait son chemin, dans l'agriculture, les transports, l'énergie, la consommation, les échanges. Sur des échelles parfois significatives, les bases de sociétés capables d'affronter le changement climatique, de manière juste, solidaire et durable sont posées. Le changement climatique cesse d'être une abstraction. En France les initiatives autour d'Alternatiba témoignent de ce processus. C'est pourquoi, si la COP21 représente un enjeu essentiel, si nous sommes attentifs à l'évolution des négociations, il y a un refus partagé d'en faire «le sommet de la dernière chance». L'état actuel des négociations est loin des dispositions nécessaires pour limiter l'augmentation de la température globale à 2° C. C'est pourquoi, les mobilisations en vue de la COP21 ont pour objectif de relier, renforcer et étendre les initiatives citoyennes, de créer un sursaut de conscience.

Les enjeux et attentes pour la COP21 à Paris

Par Alix MAZOUNIE – Chargée des Politiques Internationales au RAC (Réseau Action Climat)

PARIS2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21·CMP11

Depuis 2010, la communauté internationale s'est fixée comme objectif de stabiliser le réchauffement climatique bien en deçà de 2° C mais n'a pas encore réussi à se mettre d'accord sur le « comment y arriver ». En conséquence, les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter, la terre s'est réchauffée de près de 1° C et les populations sont déjà touchées. L'accord adopté à Paris ne règlera pas à lui seul la crise climatique mais peut et doit enclencher une transition énergétique mondiale et protéger les populations, y compris et surtout les plus pauvres.

Réformer le système énergétique mondial mais pas n'importe comment !

Le « budget pollution » mondial disponible implique de laisser dans le sol 80% de nos réserves connues en gaz, charbon et pétrole. Il est donc impératif de changer de système énergétique pour réduire notre dépendance sur ces ressources qui sont responsables du changement climatique, polluent notre air en ville, détruisent notre santé et pèsent sur nos portefeuilles. Cette transition doit être réelle et ne doit pas se faire n'importe comment – la communauté internationale ne peut se contenter de greenwashing ou des « solutions » qui ont des impacts sociaux et environnementaux négatifs (nucléaire, OGM, agro-carburants, gaz de schiste).

Heureusement, les solutions existent et sont créatrices d'emplois locaux : l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, la mobilité durable, les modes de consommation et production plus sobres par exemple. L'accord de Paris doit acter le début de la fin des énergies fossiles et l'essor de ces solutions.

Financer l'adaptation des pays les plus pauvres face aux aléas climatiques

De nombreux pays dans le monde sont et seront de plus en plus touchés par les impacts du dérèglement climatique : typhons et raz de marée en Asie, inondations et sécheresses en Afrique, montée insidieuse du niveau de la mer dans les zones côtières. Il est indispensable de renforcer les mécanismes de résilience face à ces

© Réseau Action Climat

catastrophes inévitables pour aider les populations les plus vulnérables et les plus démunies à se protéger et faire face: investir dans des techniques d'irrigation agricole moins consommatrices d'eau, prévoir des greniers solides pour protéger les récoltes, construire des digues pour protéger les zones côtières et des maisons résistantes face aux intempéries, développer des polices d'assurance accessibles aux petits agriculteurs, reconstruire et réparer ce qui est détruit ou endommagé. Ces investissements sont nécessaires et urgents pour éviter que des pays entiers retombent dans la pauvreté.

L'accord de Paris doit impérativement trouver une solution financière publique et c'est tout l'enjeu de créer des mécanismes financiers pour répondre à l'ensemble des besoins : taxe sur les transactions financières, taxes sur la pollution des avions et des bateaux, etc. Enfin, la COP21 doit être l'occasion de grossir les rangs des citoyens mobilisés durablement contre les changements climatiques et en mesure de peser sur l'agenda politique et électoral.

Agenda de la Mobilisation citoyenne 2015 et plus...

Par David ERHART – Fédération Artisans du Monde

Alternatiba, Coalition Climat, CRID, FSM, etc. tout le monde est d'accord : il faut favoriser la mobilisation des citoyens pour mettre la pression sur les décideurs et exiger d'eux de véritables mesures courageuses et nécessaires à cette transition urgente. Alors voici les grands rendez-vous locaux et nationaux :

16 mai : la Fair Pride et son festival équitable immanquable !

Organisée par Artisans du Monde le samedi 16 mai 2015 de 11h à 23h – Place de la République, elle sera le plus grand festival en France dédié au commerce équitable, à l'écologie et à l'engagement citoyen.

30-31 mai 2015 : « 1000 initiatives pour le climat »

Deux jours de mobilisations locales, décentralisées pour construire le lien entre préoccupation territoriales et les enjeux globaux du dérèglement climatique. En France en Europe, et partout dans le monde, les initiatives se multiplient en vue de la COP21. Débats actions, rencontres militantes... découvrez la carte des initiatives pour le climat sur le site internet de la Coalition Climat 21 et rejoignez-les dès maintenant.

26-27 septembre : Week-end des Alternatives

Une mobilisation internationale autour des alternatives pour montrer les voies possibles d'un modèle plus respectueux des Hommes et de la Planète. Ce sera la célébration commune de l'arrivée du grand tour du vélo 4 places d'ALTERNATIBA à Paris, le 26 septembre et de la journée de la transition citoyenne partout en France, proposée par le Collectif pour une transition citoyenne.

Du 15 octobre au 30 novembre : Festival AlimenTerre

Comme chaque année des dizaines d'organisation de la solidarité internationale organiseront partout en France des projections à destination du grand public. Cette année, la thématique sera « Climat, agriculture et alimentation : quels enjeux? »

1er au 12 décembre : durant la COP21

PARIS2015
COP21·CMP11

→ Week-end du 28/29 novembre : appel à des actions nationales et à des mobilisations massives partout où c'est possible, dans les capitales du monde. Une grande marche populaire sera organisée à Paris pour mettre la pression en début de COP.

→ 12 décembre : appel à une mobilisation de masse à Paris avec une convergence internationale vers Paris pour montrer que la fin de la COP n'est pas la fin de la mobilisation pour le climat et la transition citoyenne.

ARTISANS DU MONDE

POUR UN COMMERCE ÉQUITABLE

ARTISANS DU MONDE c'est :

- **Le 1er réseau de magasins spécialisés de commerce équitable en France animé par des milliers de bénévoles et salariés**
- Une première association Artisans du Monde créée en 1974 ; depuis 1981, **une fédération** nationale de **148 organisations**
- **Des points de vente** associatifs répartis sur toute la France qui commercialisent des produits **artisanaux et alimentaires** d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie
- Un partenariat avec **120 groupements de producteurs du Sud**

LE COMMERCE ÉQUITABLE

- offre à des organisations d'artisans et de paysans défavorisés, une relation durable fondée sur **une juste rémunération, le respect de l'humain et de l'environnement.**
- permet de vivre dignement de leur travail, de **satisfaire des besoins essentiels et de développer des projets sociaux** (santé, éducation, habitat...) dans leur communauté.

Artisans du Monde défend un commerce équitable à trois dimensions :

- **commerciale**, pour offrir des débouchés et un revenu aux producteurs,
- **éducative**, pour mieux informer le public,
- **plaidoyer**, pour mobiliser les citoyens en faveur d'un commerce mondial plus juste.

- Nos magasins sont des lieux de **consommation citoyenne de proximité**, où le public peut **s'informer, s'éduquer et s'engager pour un monde plus équitable.**

Ce bulletin a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD – Agence Française du Développement
Les points de vue qui y sont exposés reflètent l'opinion de la Fédération Artisans du Monde et des auteurs des articles, et de ce fait ne représentent en aucun cas les points de vue officiels des partenaires financiers

Imprimé par l'imprimerie Maugein sur papier recyclé avec de l'encre végétale.

| Rédaction : Fédération Artisans du Monde - 14 rue de la Beaune – 93100 Montreuil-sous-Bois
Tél: 01 83 62 83 93 | Fax: 01 47 70 96 35 | www.artisansdumonde.org
| Coordination de la rédaction : David ERHART & Laura PINAULT
| Maquette : Nicolas ADET (adnparis@me.com / 01.47.97.45.77)